

La presse africaine s'interroge sur la légitimité de la présidentielle au Burundi

L'Observateur Paalga, 9 juin 2010
 PrÃ©sidentielle au Burundi : Pourquoi alors un scrutin ? Pierre Nkurunziza, le prÃ©sident burundais, a devant lui la victoire assurÃ©e de la présidentielle du 28 juin 2010 : il sera rÃ©Ã©lu inÃ©vitablement, puisqu'il est seul en lice. Le 1er juin, cinq partis de l'opposition avaient dÃ©jÃ jetÃ© l'Ã©ponge en refusant d'Ã©tre, disent-ils, des dÃ©mocrates d'un processus Ã©lectoral qui n'a plus de sens. Parmi eux, le chef des ex-rebelles des FNL, Agathe Rwasa, qui faisait figure de principal adversaire. L'une des pommes de discorde, ce sont les rÃ©sultats des communales du 24 mai, caractÃ©risÃ©es, selon l'opposition, par des fraudes massives orchestrÃ©es par le parti au pouvoir. AprÃ©s avoir Ã©tÃ© retraits, le candidat des Forces pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie (FDD), au pouvoir, n'avait plus en face de lui que le candidat de l'UPRONA, Yves Sahinguvu. Alors qu'on ne se faisait pas d'illusions sur l'issue de ce duel, qui couronnera la victoire du prÃ©sident sortant, le porte-flambeau de l'UPRONA a rejoint, le 4 juin, les cinq candidats qui s'Ã©taient retirÃ©s du scrutin 72 heures plus tÃ©t.

Raison de ce renoncement : la grave crise politique engendrÃ©e par les Ã©lections du 24 mai ainsi que l'absence de traitement des recours introduits auprÃ©s de la Commission Ã©lectorale et de ses dÃ©membrements. Ainsi, l'ex-maquis Pierre Nkurunziza sera seul, dans 19 jours, Ã jouer son tambour et Ã danser devant un spectateur peu admiratif. Dans ce combat, sans adversaire, peut-on parler de victoire lÃ©gitime et glorieuse ? Loin s'en faut, le prÃ©sident sortant mÃªme dans ce combat contre la dÃ©mocratie, donc contre la stabilitÃ© de son pays, contrairement Ã la dÃ©nomination de son parti et au rebours du bon sens ! On en vient alors Ã se demander si cette Ã©lection en vaut la peine, puisque l'argent utilisÃ© est tout simplement celui qui tient lieu d'Ã©lection va cÃ©ter les yeux de la tÃªte au pays. L'argent utilisÃ© pour l'organisation de l'Ã©lection aurait pu servir Ã la rÃ©alisation d'infrastructures sociales pour les Burundais. Qu'Ã©tait-ce cela ne tiendrait pas la mort pour sa responsabilitÃ© dans la pose de mines antichar ayant fait une dizaine de morts dans la capitale, Bujumbura, en 1995, et amnistiÃ© en 2003 suite aux accords d'Arusha et Ã l'accord de cessez-le-feu de 2003, tient Ã dire que chose, peu important les moyens d'arriver Ã sa fin. Quitte Ã plonger le pays dans un imbroglio institutionnel-constitutionnel, lesdits accords, partie intÃ©grante de la loi fondamentale, interdisant que le prÃ©sident et les deux vice-prÃ©sidents de la RÃ©publique soient du mÃªme parti et/ou de la mÃªme ethnie ? Nous acheminerions-nous donc vers la mort de ces accords, comme le craignent dÃ©jÃ certains observateurs ? Il risque de perdre son mÃ©rite d'avoir pacifiÃ© le Burundi pendant son mandat, surtout que l'armÃ©e connaÃ®t une grave crise qui pourrait prÃ©cipiter le pays dans le gouffre de l'instabilitÃ© du reste reconnu le ministre de la DÃ©fense, le gÃ©nÃ©ral Germain Niyoyan Kana. Pour autant, la politique de la chaise vide, menÃ©e par l'opposition, a-t-elle jamais Ã©tÃ© payante, surtout dans nos Etats, qui cherchent toujours leurs rÃ©sultats de dÃ©mocratie ? Avec des prÃ©sidents qui ont pour seul objectif de rester au pouvoir et qui n'ont que faire de la lÃ©gitimitÃ©, leur laisser le champ libre n'est assurÃ©ment pas une dÃ©cision bien pensÃ©e, car cela ne profite Ã aucune part. Malheureusement, ces blocages institutionnels sur les scÃ©nes politiques africaines ne cesseront pas tant qu'il n'y aura pas eu prise de conscience de nos peuples, lesquels mÃ©ritent leurs dirigeants. Abdou Karim Sawadogo